

LES DROITS DE LA PERSONNE

LE PROCÈS DE VICTOR BRAILOVSKY EN URSS—LA DEMANDE D'ACCREDITATION D'UN OBSERVATEUR

M. David Smith (Don Valley-Est): Madame le Président, la question que je pose au secrétaire d'État aux Affaires extérieures a trait à l'affaire Victor Brailovsky. Étant donné l'importance de cette affaire du point de vue des droits de la personne, et étant donné les préventions dont font preuve les agences de presse soviétiques chargées de faire rapport de ces parodies de procès, le ministre envisage-t-il de demander à notre ambassadeur de chercher à obtenir pour l'un de nos diplomates le statut d'observateur accrédité, comme ce fut le cas lors de l'instruction de l'affaire Shcharanski, de façon que le ministre et son ministère puissent vérifier l'impartialité des renseignements qu'ils recevront ultérieurement à ce sujet?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, l'affaire Brailovsky figure parmi celles à propos desquelles nous avons déjà adressé des instances à l'Union soviétique. J'ai déjà donné instruction à notre ambassadeur de chercher à obtenir ce statut pour le procès de Moscou.

Je signale que lorsque le Canada a demandé le statut d'observateur lors du procès Shcharansky, notre observateur n'a pas été admis dans la salle d'audience. Quoi qu'il en soit, nous tenterons de lui obtenir le statut d'observateur et de le faire admettre dans la salle d'audience.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS RADIOACTIFS PRÈS DE BANCROFT (ONT.)

M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Elle a trait aux déchets radioactifs qui ont contaminé le sol de la région de Scarborough et du projet d'enfouissement de ces déchets dans les galeries de la mine Madawaska, près de Bancroft, dans le comté de Hastings, projet auquel s'opposent les habitants de la région. Le ministre est-il d'accord avec ses collègues, les ministres des Travaux publics et de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à propos de ce projet? En outre, le ministre pourrait-il confirmer ou infirmer la présence d'arsenic dans ce sol?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, la réponse à la première question est oui et pour ce qui est de la deuxième question, je vais devoir vérifier.

LES DANGERS ÉVENTUELS POUR L'ENVIRONNEMENT

M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Comme celui-ci semble avoir adopté une position ferme sur le problème des pluies acides, usera-t-il de ses bons offices pour examiner les conséquences peut-être graves de cette autre menace à l'environnement que

Questions orales

constitue l'enfouissement de déchets radioactifs dans la région de Bancroft?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, je crois qu'il est juste de dire que la Commission de contrôle de l'énergie atomique suit cette affaire de très près. Je me ferai un plaisir de vérifier moi-même les données précises du problème et de les évaluer.

* * *

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

LA COMPOSITION ET LE MANDAT DE L'ÉQUIPE DE MISE EN APPLICATION DU RAPPORT DUBIN

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Madame le Président, je pose ma question au ministre des Transports. C'est la première fois de l'histoire que les dix associations aéronautiques sont du même avis, au sujet de la formation d'un tribunal de la sécurité aérienne. La semaine dernière, elles ont demandé au ministre de déposer le mandat de l'équipe de mise en application, d'inclure dans cette équipe des représentants de l'industrie et d'en exclure M. McLeish. Vu cette unanimité, le ministre ne voudrait-il pas faire le nécessaire pour changer l'équipe de mise en application et déposer le mandat?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, sur cette dernière question du mandat, il a été envoyé au groupe hier ou aujourd'hui. Il va être publié, car il n'est absolument pas secret.

Quant à la principale question, j'ai dit à la Chambre l'autre jour que les associations qui étaient présentes ont demandé à faire partie, comme telles, du comité de mise en application du rapport Dubin. Je regrette de dire que je ne suis pas d'accord avec elles parce que nous aurions alors une répétition de l'enquête Dubin, ce dont nous n'avons pas besoin en ce moment. J'ai aussi fait valoir que parce que mon ministère va mettre en application le rapport Dubin, le chef de l'Administration des transports aériens doit faire partie du comité consultatif pour m'aider à le faire.

Soit dit en passant, j'ai été très heureux de voir à quel point les associations sont unanimes à propos de la qualité du rapport Dubin.

LA DATE DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

M. J. R. Ellis (Prince Edward-Hastings): Madame le Président, si les associations sont unanimes, c'est uniquement parce qu'elles souhaitent que le rapport soit mis en œuvre. Elles sont convaincues que M. McLeish et son équipe en retarderont la mise en œuvre. S'il s'agit effectivement d'une équipe chargée de la mise en œuvre, le ministre nous donnera-t-il un calendrier?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, tous les membres du comité travailleront de concert, et même si M. McLeish le voulait, il ne pourrait pas empêcher les membres du groupe d'en arriver à un consensus.